

Délocalisation du Sétra à Sourdun

Mardi 26 mai, Hubert Falco a signé le premier *contrat de redynamisation de site* bénéficiant d'une délocalisation d'emplois publics avec la volonté de diffuser ce message : « *Les choses sont enclenchées, on y va* ».

Les agents du Sétra répondent « SANS NOUS ! »

Comme nous l'avions annoncé, l'Etat se retrouve face à :

Un gâchis humain : l'enquête organisée par la direction afin de connaître les intentions des personnels au sujet de leur intention de suivre le service à SOURDUN est CLAIRE !

Sur 207 réponses seules 9 expriment l'intention de suivre le service, et 158 ont annoncé leur départ avant fin 2010 ayant pour conséquence la disparition de nombreuses missions dont certaines, régaliennes, ne peuvent être transférées à des cabinets privés.

Un gâchis économique : aux dernières nouvelles, les propositions de rachat du bâtiment appartenant au Sétra n'apporteraient que quelques 3 millions d'euros, bien loin des 12 à 15 millions espérés lors des prévisions de 2006 (en vue de l'implantation au sein du PST à Champs sur Marne) et bien loin de couvrir les innombrables frais d'implantation du Sétra à Sourdun.

Quoi qu'avec moins de 40 agents sur place, sur les 330 annoncés, le budget devrait être revu à la baisse...

Le Ministre d'Etat, dans sa lettre de mission au directeur du Sétra, insiste sur sa volonté de conserver au sein du ministère du développement durable un "service qui doit rester un pôle d'excellence d'études dans le domaine des routes et des transports". Les organisations syndicales avaient prévenu depuis octobre dernier du risque majeur de destruction du service et de la perte de compétence.

Il y a eu :

- plusieurs rencontres avec le cabinet et les responsables ministériels,
- ainsi que de multiples interventions devant l'assemblée et le sénat faites par des parlementaires.

Force est de constater que le ministère reste sourd à nos arguments, ainsi qu'aux faits.

Depuis l'annonce de la délocalisation, le Sétra a perdu près de 50 agents qui ont soit anticipé leur départ en retraite, soit muté vers un autre service du ministère ou de l'Etat (une trentaine de départs supplémentaires est déjà prévue dans les trois mois à venir).

Nous avons depuis le début annoncé que derrière cette délocalisation se cachait insidieusement une volonté de casse du service public. Aujourd'hui, muselés et impuissants, nous ne pouvons que constater les dégâts et essayer de trouver un point de chute. Reste le gâchis économique. En cette période de crise, l'Etat est loin de se montrer exemplaire...

Dans ces conditions, l'Etat n'aura gagné que sur un seul point "le gâchis écologique" : plus aucun agent, donc plus aucun déplacement, ni aucune réunion... bref les symptômes destructeurs de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) !

Le Collectif des Agents du Sétra

collectifagentssetra@gmail.com

Contact médias : Philippe Vion (tel : 06 78 06 35 99)